

AVIS

Poste vacant

L'Inspection du travail et des mines se propose de recruter un

Directeur adjoint (M/F)

Le recrutement est prévu sous contrat à durée indéterminée et à tâche complète sous le statut du fonctionnaire de la carrière supérieure de l'Etat.

Missions : Assister le directeur et assumer sous son autorité la responsabilité des domaines qu'il lui confie.

Profil :

- Détenteur d'un diplôme d'ingénieur délivré par une université ou une école d'enseignement technique supérieur à caractère universitaire après un cycle d'études d'au moins quatre années;
- Solides capacités organisationnelles, d'analyse et de rédaction confirmées;
- Connaissances parfaites des langues usuelles de l'administration (Français, Allemand, Anglais et Luxembourgeois);
- Connaissances et expérience dans la gestion de projets, dans l'organisation et la gestion d'un service / d'une entreprise et dans une organisation qualicienne;
- Connaissances du monde du travail et ouverture d'esprit pour les problèmes sociaux;
- Esprit d'équipe et flexibilité.

Pour des renseignements complémentaires prière de contacter: Robert Huberty
Tél. : 247-86150

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur candidature pour le 28 avril 2014 au plus tard à :
M. Robert Huberty
Directeur de
l'Inspection du travail et des mines
B.P. 27
L-2010 Luxembourg

Pour des informations plus détaillées concernant les pièces à fournir veuillez visiter notre site Internet sous :
<http://www.itm.lu/menuleft/actualites.html>

INTERVIEW

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

« Plutôt libéraux »

Entretien: Luc Caregari

Andy Maar est - à côté du duo Clement et Weyer - probablement le pirate le plus rompu à la politique. Il a raconté au woxx pourquoi il a choisi de changer de l'ADR aux pirates et comment est né son engagement dans la politique.

woxx : *Avant de rejoindre le parti des pirates, vous étiez membre de l'ADR. Quand et surtout pourquoi avez-vous changé de formation?*

Andy Maar : J'ai fait le grand saut lors des élections communales de 2011. Mais ce n'était pas une décision spontanée. Pendant de longs mois, il y a eu des discussions sur le positionnement et les directions à prendre au sein de l'ADR, parce qu'après la mort d'Alain Frast, le parti tanguait clairement vers le conservatisme. J'ai toujours fait partie de ceux qui voulaient former un pôle d'opposition interne à cette évolution. Mais à un certain moment, le courant conservateur a même gagné en influence au sein de l'Adrenalin, la formation des jeunes de l'ADR. Donc, voyant qu'on ne faisait plus le poids, j'ai quitté le parti - ensemble avec quatre autres personnes.

Pourquoi avoir choisi ensuite les pirates?

À l'Adrenalin, on avait déjà touché à la politique internet vers 2009. Les pirates se sont fondés au même moment, ce qui nous a amenés à approfondir cette politique. Avec le temps, j'ai vu qu'il y avait beaucoup d'interconnexions sur ce sujet. Et finalement, j'ai constaté que j'avais plus de points en commun avec les pirates qu'avec l'ADR. Donc, quand j'ai fait

le saut final, il n'y avait pas de doute pour moi: j'allais devenir pirate. Je dois tout de même ajouter que si les pirates s'étaient fondés trois ou quatre mois plus tôt, je n'aurais pas accepté l'invitation de rejoindre l'ADR.

C'est-à-dire que vous n'avez pas été membre bien longtemps?

En réalité non, j'avais rejoint l'ADR deux ou trois mois avant les élections législatives de 2009.

Au fait: d'où vient votre engagement en politique?

J'ai participé très jeune à certaines initiatives, notamment « Och Fir Eis » - une initiative pour les droits des homosexuels, que j'ai mis sur pied avec un ami. On a organisé quelques actions, et collecté des signatures pour des pétitions. Donc, je me suis engagé de ce côté-là.

Concernant les élections européennes : quelles sont les chances et les ambitions des pirates ?

Pour envoyer un député au Parlement européen, on a besoin d'un pourcentage élevé. Nous sommes assez réalistes pour dire qu'on ne va pas avoir un score au-dessus de onze pour cent. Mais ce qui importe pour nous, c'est de dépasser les deux pour cent, afin d'avoir droit au financement pour les partis - et de récupérer l'argent qu'on a investi dans les élections législatives d'octobre. C'est très important, vu que cela conditionne la survie à long terme du parti. Nous manquons d'espaces de rencontre, nos groupes de travail se réunissent dans des cafés. Et puis nous manquons de matériel aussi.

« Dépasser les deux pour cent. »

En quoi les pirates luxembourgeois sont-ils différents de leurs collègues européens ?

Point de vue politique du net, nous sommes tous sur la même ligne - de

Quand le woxx s'en mêle...

Suite à la série « débats à trois » menée avec des « outsiders » avant les élections législatives, nous avons quand-même réussi à placer deux de nos candidat-e-s dans le gouvernement. Dans une prochaine étape de notre conquête de l'hégémonie mondiale, nous allons tenter d'agrandir notre influence au sein du parlement européen. C'est pourquoi nous allons publier toutes les semaines une interview avec un-e candidat-e aux élections européennes, et ce jusqu'aux élections. Sachez que les interviewé-e-s ne sont en aucune sorte les favori-te-s de leur parti respectivement de l'intervieweur /intervieweuse, mais qu'ils ont été choisis selon leur utilité pour le lobby woxxéo-maçonnique.



Âgé de 29 ans, Andy Maar habite le Nord du pays. Il travaille comme informaticien pour le ministère de la Justice. Depuis 2009, il milite au sein de « Rosa Lëtzebuerg » pour les droits de la communauté LGTB.

même en ce qui concerne la politique sociétale. Ce sont plutôt les thèmes économiques qui créent les différences. Par exemple, les pirates allemands sont plus orientés à gauche, tandis que nous sommes plutôt libéraux - proches du DP.

C'est-à-dire que si un parti de gauche vous accuse d'être des libéraux économiques, vous assumez ?

Oui, tout à fait. Même si nous disons de nous-mêmes que nous sommes des sociaux-libéraux - donc pas tout à fait rompus à l'économie de marché telle qu'elle existe. Nous avons aussi des idées plus sociales, dont le revenu de base universel pour tous les citoyens fait partie. Et cela ne nous empêche pas de critiquer qu'un gouvernement, comme le nôtre en l'occurrence, veut faire des économies au mauvais endroit - comme c'est le cas avec les bourses étudiantes, contre lesquelles Sven Clement, notre tête de liste, vient de déposer une pétition à la Chambre des Députés.

Est-ce que les pirates partagent la grande peur d'une montée de l'extrême-droite en Europe ?

Oui, nous voyons qu'en Europe, et en France particulièrement, le risque d'une telle montée existe. Nous le

voyons notamment comme une conséquence de la politique européenne de ces dernières années - une politique qui a éloigné l'Europe de ses citoyens. Ceux-ci ne savaient plus où ils en étaient avec le « monstre » de l'Union européenne - et c'est cette impression qu'il faut combattre maintenant.

Comment voulez-vous vous battre contre l'extrême-droite ?

Avant tout par un plus de transparence et un renforcement de la démocratie directe en Europe. Ceci, par exemple, à travers une amélioration des initiatives citoyennes européennes et une obligation pour le Parlement, le Conseil et la Commission de les prendre en compte. Renforcer le Parlement européen et son droit d'initiative est une autre revendication, et à moyen ou à long terme, on aimerait voir une Commission européenne qui fonctionnerait comme un vrai gouvernement. De manière générale, on voudrait rendre le Conseil et la Commission plus transparents et plus démocratiques. Par exemple, en ce qui concerne la nomination des commissaires européens par les gouvernements, on préconise une solution plus démocratique. Cela vaut aussi pour le président de la Commission, qui devrait être soumis à un vote di-

rect. En même temps, la nomination de têtes de liste pour ce poste va déjà dans la bonne direction, et il faudra poursuivre dans cette direction. Si les conservateurs européens gagnent ces élections, et choisiront donc le président de la Commission, nous soutiendrons Juncker. Pour la simple raison de la cohérence, vu qu'il était leur candidat. Car chez les socialistes, s'ils gagnent, ce sera clairement Martin Schulz le nouveau président. Alors que chez les conservateurs ce principe ne semble pas acquis et que tout dépendra du choix et de la bonne volonté d'Angela Merkel.

Une des questions qui divisent l'Europe en ce moment est de savoir si elle évolue vers une Europe fédérale ou une Europe des Nations - quelle est la position des pirates ?

Clairement, nous voulons une Europe fédérale. Nous en dirons plus dans notre programme électoral national pour les européennes, qui sera peaufiné et voté le 19 avril à Schengen. Il contiendra des revendications plus détaillées que le programme électoral européen voté en janvier, qui est commun à tous les pirates européens.

Une fraction des pirates au Parlement européen, est-ce une chose souhaitable ?

Nous sommes encore très éloignés du nombre de députés nécessaire pour former une fraction. Mais nous avons déjà établi les bases en fondant un parti des pirates européen, il y a trois semaines à Bruxelles. C'est certainement une ambition - même si chaque parti pirate national reste libre de rejoindre l'une ou l'autre fraction après le 25 mai.

« Une politique qui a éloigné l'Europe de ses citoyens. »

Les pirates luxembourgeois ont réussi à s'implanter dans l'espace politique de leur pays. Qu'en est-il des autres pays ?

Ce sont surtout les pays scandinaves, dans lesquels les pirates sont forts. Même si en Suède - le pays de naissance du mouvement - il y a eu des difficultés, parce qu'ils avaient raté le coche. Leur gouvernement a choisi de s'investir dans la politique internet et d'occuper leur terrain.

